

réfugiés. C'est ainsi que notre hôpital de campagne a été déployé à l'intérieur des frontières rwandaises.

À la Conférence ministérielle de la Francophonie qui a eu lieu à Ouagadougou en décembre dernier, le Canada a joué un rôle de leadership pour faire approuver une déclaration sur le Rwanda. Par la suite, nous avons procédé à une mise à jour de notre stratégie en prévision de notre participation à une table ronde des pays bailleurs de fonds qui a eu lieu à la mi-janvier à Genève. Nous en avons profité pour articuler nos interventions en précisant les implications financières de chacune. Au total, nous avons prévu un budget d'environ 50 millions de dollars pour un programme de développement étalé sur trois ans. Les objectifs que nous nous étions fixés en août ont été réalisés ou sont en voie de l'être.

En ce qui concerne le problème des réfugiés, nous préconisons de poursuivre l'offensive diplomatique canadienne et de maintenir le rôle de l'envoyé spécial pour l'Afrique centrale. Notre bureau à Kigali est rouvert et dirigé par un haut fonctionnaire de l'ACDI. La MINUAR est maintenant déployée dans tout le pays et peut renforcer la sécurité. Nous avons prévu une aide humanitaire d'urgence pour faciliter la création de lieux de passage et nous étudions la possibilité de fournir un appui à l'OUA pour son mécanisme de prévention de crise. Nous sommes prêts à financer plusieurs initiatives dans le domaine de la justice. Nous avons déjà offert de fournir des ressources humaines au Tribunal international, approuvé une contribution au Centre pour les droits de l'homme de l'ONU pour l'envoi d'observateurs et proposé une contribution à un fonds pour la promotion des droits de la personne. Nous contribuons aussi à la restauration des capacités de gestion de l'État, en épongeant les arriérés de la BAD [Banque africaine de développement] et de la Banque Mondiale, ainsi qu'à la restauration sociale grâce à un appui à l'UNICEF [Fonds des Nations Unies pour l'enfance] et à la réconciliation. Un projet de réhabilitation du réseau électrique est déjà en marche. Une mission de l'ACDI se trouve actuellement sur place pour examiner la meilleure façon d'articuler nos projets avec les autorités locales.

Lors de mon dernier voyage en Afrique centrale, j'en ai profité pour passer certains messages aux plus hautes autorités, dans le cadre de visites bilatérales. Nous avons passé des messages fermes au gouvernement du Rwanda sur la représentativité du gouvernement et la nécessité d'élargir sa base afin de créer un climat de confiance propice au retour des réfugiés. Nous avons aussi fait part de nos attentes en ce qui concerne la primauté du droit et le respect des droits de la personne.

Au Burundi, nous avons émis le souhait que les éléments radicaux de la classe politique se rallient derrière la tendance modérée. Dans un communiqué en date du 3 février, le ministre Ouellet a